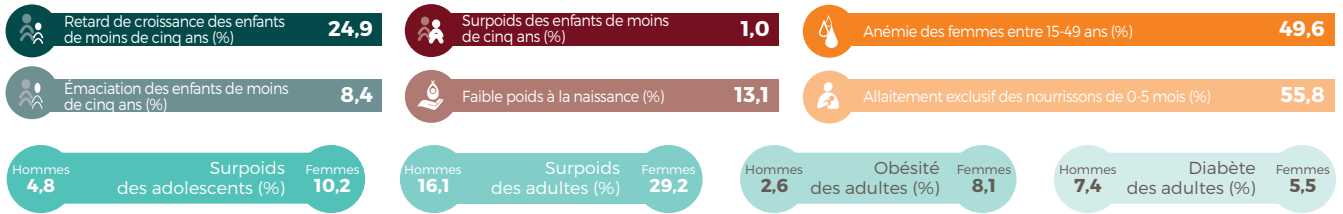


Burkina Faso



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 20,90 millions
SCALINGUPNUTRITION.ORG/BURKINA-FASO



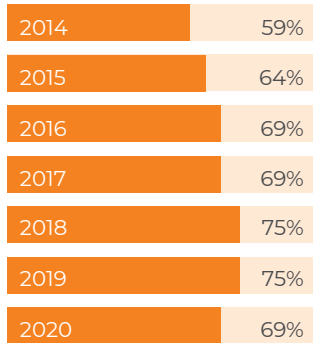
APERÇU COVID-19

Le pays a été relativement peu touché par la pandémie, avec 2 451 cas dont 65 décès. Le gouvernement a adopté diverses mesures (allégées depuis fin avril) qui ont perturbé le système alimentaire. La nutrition a pu être intégrée à la réponse nationale avec la sensibilisation et la continuité des services.

TRANSFORMATIONS INSTITUTIONNELLES EN 2019–2020

TOTAL PONDÉRÉ 2020

69.3%

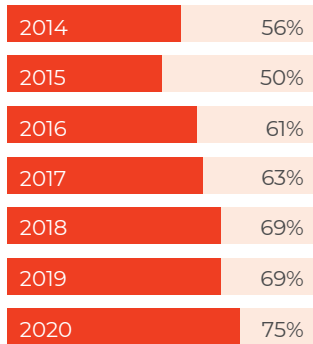


Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Du fait de l'engagement de haut niveau en faveur de la nutrition, de nouveaux secteurs (sport, fonction publique, communication, sécurité et habitat) ont rejoint la plateforme multiacteurs et de nouvelles organisations installées au Burkina Faso s'impliquent davantage, participant aux réunions et au financement des interventions de nutrition. Un programme conjoint de lutte contre la malnutrition chronique (cinq agences onusiennes et des acteurs gouvernementaux) a démarré dans l'est du pays.

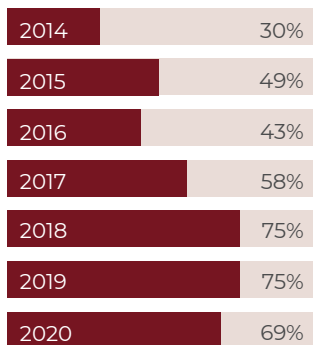
PRIORITÉS 2020–2021

- Dissémination de la Politique nationale multisectorielle de nutrition et opérationnalisation du PSMN.
- Plaidoyer pour maintenir la nutrition comme priorité du référentiel national de développement socio-économique 2021-2025.
- Amélioration de la gouvernance nutritionnelle (processus d'ancrage et mécanisme de redevabilité).
- Renforcement de la mobilisation des ressources (budget domestique inclus).
- Renforcement de la nutrition d'urgence.
- Renforcement du système d'information nutritionnelle.



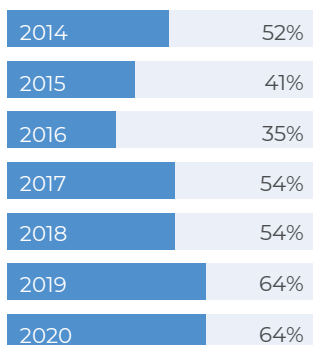
Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Adoption de la politique de nutrition 2020-2029 et du plan stratégique 2020-2024, incluant un plan de plaidoyer et de communication (estimation à actualiser), consolidés par le relèvement du niveau d'ancrage institutionnel de la nutrition. Finalisation du décret sur le code de commercialisation des substituts de lait maternel (deux arrêtés d'application), et la mise en œuvre de l'initiative présidentielle et de la campagne « Plus fort avec le lait maternel uniquement ».



Aligner les actions sur des résultats communs

Le cadre commun des résultats a été défini et mis à jour de manière participative, ce qui permis à chaque partie prenante de connaître son rôle. Un Plan de suivi et d'évaluation a été élaboré et est en cours de validation. Un renforcement des capacités sur le leadership et les capacités fonctionnelles a été organisé au profit des points focaux sur la nutrition et des représentants des directions générales des études et des statistiques sectorielles des ministères concernés par la nutrition.



Procéder au suivi financier et mobiliser des ressources

Une estimation des interventions nutritionnelles a été réalisée via le plan stratégique multisectoriel de nutrition. Un atelier parlementaire de plaidoyer a été organisé pour exonérer les produits de prévention et de traitement de la malnutrition importés et pour augmenter les allocations budgétaires. La table ronde de mobilisation des ressources prévue en mars n'a pas pu avoir lieu en raison de la pandémie. Une étude sur le suivi du financement des partenaires est en cours.